

---

*Discours – 56<sup>ème</sup> anniversaire du cessez-le-feu en Algérie*

---

Mesdames et messieurs les élus, chers collègues,

Monsieur le Président du comité d'entente des anciens combattants, cher Marcel,

Madame la Conseillère Départementale, chère Monique

Monsieur le Conseiller Départemental, cher Smaïl,

Monsieur le représentant de la FNACA, cher Serge,

Messieurs les anciens combattants,

Mesdames, Messieurs,

Il y a 56 ans, au lendemain des accords d'Evian, le cessez-le-feu en Algérie sonnait le glas d'une guerre qui a marqué notre mémoire, notre histoire. C'était le 19 mars 1962. Une guerre qui a laissé ouvertes des plaies encore difficiles à refermer aujourd'hui.

Il est des moments dans l'Histoire qui retiennent toute notre attention. Celui-ci aura tenu en haleine la France, l'Algérie et les observateurs du monde entier pendant des décennies. Encore aujourd'hui, notre souffle reste suspendu.

Nous avons polémique, souvent, comme nous savons le faire, sur cette date. Laquelle choisir pour faire honneur, du mieux que nous pouvons, à celles et ceux qui ont pris les armes pour défendre leurs valeurs, leurs convictions. A celles et ceux qui ont subi les violences de cette guerre meurtrière. A celles et ceux qui ont vu leur quotidien chamboulé par des accords qu'ils n'avaient pas anticipé.

A celles et ceux qui, tout simplement, étaient présents.

Le 19 mars ne fait pas consensus. Il n'est pas révélateur d'une réalité de terrain. Et c'est vrai, les feux n'ont pas vraiment cessé après le 19 mars. La guerre ne s'est pas terminée au lendemain des accords d'Evian, les violences ont continué. Mais la volonté de sortir de la guerre était belle est bien réelle. C'est le début d'un processus de paix que nous retiendrons aujourd'hui.

Nous avons polémique, aussi, souvent, sur une dénomination, sur une responsabilité.

Nous avons polémique, aussi, souvent sur des actes de barbarie. Certains cherchent à les nier. D'autres cherchent à les justifier. Je ne ferai ni l'un ni l'autre. Ce n'est pas de mon ressort. Je laisse cette tâche ardue aux historiens qui s'échinent à préciser les exactitudes et les fondements de l'Histoire. Par des faits, et non par des jugements, par

un héritage et non par des récupérations politiques ou des interprétations.

Cependant, dans notre action présente, dans nos missions futures, je ne cautionnerai jamais des faits de torture, de sauvagerie, d'atrocité. C'est pourquoi, en tant qu'héritiers des guerres qui ont estropiées notre passé, nous devons apprendre.

Apprendre de nos erreurs d'abord. Celles de croire que la paix s'instaurerait par simple proclamation.

Apprendre de nos aînés ensuite. Celles et ceux qui chaque jour nous rappellent à notre sort. Sans leurs témoignages, sans leurs expériences, nous ne connaîtrions probablement pas la chance que nous avons, aujourd'hui, de ne pas subir de guerre dans notre pays.

Apprendre de notre jeunesse enfin. Celle qui, timidement mais fermement, nous envoie un

signal fort, celui de la déception. C'est aussi, et surtout, pour nos jeunes que nous devons respecter et commémorer notre passé.

Ma volonté, ce soir, est de m'éloigner des polémiques pour laisser place au souvenir. Car cette guerre était avant tout un déchirement des peuples, des deux côtés de la Méditerranée. Je veux, ce soir, m'attarder uniquement sur la mémoire de celles et de ceux qui ont subi cette si dure bataille pour l'indépendance. Une bataille de souffrance. Une bataille de sang.

A Pontault-Combault, nous avons choisi de nous souvenir, et de respecter. La guerre d'Algérie a marqué plus d'une génération et continuera de faire partie de nos débats. Il est donc de ma responsabilité de l'ancrer dans la mémoire collective. C'est aussi cela, le devoir de mémoire.

Je veux que ce jour serve, ici, à Pontault-Combault, à témoigner notre respect à celles

et ceux qui ont été impactés, de près ou de loin par cette guerre. Parce qu'ils y étaient. Parce qu'ils y ont perdu quelqu'un. Parce que cette guerre est une part de leur testament et qu'elle constitue notre héritage.

Je ne peux terminer ce discours sans avoir une pensée émue pour Renée Meulnotte qui nous a quittés la semaine dernière. Présidente de l'association des prisonniers de guerre, elle avait dans notre ville un ancrage particulier. Elle était le socle de cette histoire commune. Cette histoire qui nous lie et qui nous rassemble.

Je parlais d'expérience, Renée aura su nous transmettre la sienne. Je parlais de devoir de mémoire, c'est son souvenir, aujourd'hui, que j'aimerais honorer.

Vive Pontault-Combault, Vive la République, vive la France.